

## Facebook et Mark Zuckerberg se placent au-dessus de la souveraineté des états – un séisme social



[Source : France Soir]

Auteur(s) : Xavier Azalbert pour FranceSoir

Le rôle des GAFAM dans la crise du Covid-19 (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) devient de plus en plus contesté. D'un côté ils ont facilité le télétravail, la continuité de l'activité, le lien social et l'échange d'information avec une augmentation du trafic et de l'usage des services et outils offerts. D'un autre leur rôle de « média » devient de plus en plus contesté culminant avec la déclaration de Mark Zuckerberg ce mercredi 29 juillet lors d'une audition sur la loi antitrust :

« Si quelqu'un dit que l'hydroxychloroquine est un remède contre la COVID, nous le retirerons »

Un jour avant Twitter, Facebook et YouTube avaient tout simplement censuré des tweets de Donald Trump, ou une vidéo de médecins demandant la liberté de prescrire et relatant le traitement réussi avec de patients Covid-19. A ce jour la vidéo du Dr Sapan Desai, le fondateur de Surgisphere, dont l'étude frauduleuse a été retirée, est elle toujours en ligne! Un séisme dans le monde des GAFAM et des réseaux sociaux. Les citoyens se plaignent de plus en plus de la couverture de la crise par les médias mainstream. Cette perte de confiance envers la parole des médias, entraîne une augmentation des échanges entre citoyens ou les médias alternatifs.

Ce qu'il y a de plus important à la lecture de cette déclaration est lié au fait que Facebook a probablement la moitié de ses 2.6 milliards d'utilisateurs dans des pays ayant choisi une thérapie médicale contre la Covid 19 incluant de l'hydroxychloroquine. A la lecture de la déclaration de Zuckerberg, des questions ont fusé sur internet

« à quoi joue Facebook à supplanter la souveraineté de nos états » écrit un internaute.

Il sera intéressant d'observer comment les citoyens de ces pays, devant cette « censure subie », blacklistent à leur tour Facebook ou YouTube ou Twitter.

« Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ; c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe ».

Jean Jaurès, Discours à la jeunesse, 1903.

Le monde d'après Covid-19 amène les citoyens vers des paradoxes importants. La plupart questionnent la politique de Trump, ses déclarations fracassantes, son omni présence sur les réseaux sociaux, et ce que certains vont jusqu'à caractériser comme un « manque d'intelligence ». Au travers de ces événements récents, Trump ressortira-t-il comme incarnant le pragmatisme et le « bon sens » devant l'adversité de ses opposants à la course à la maison blanche, ou les lobbys des BigPharma qui paraissent avoir noyauté les instances les plus profondes des états ? La position de la Chine sur son indépendance sur les outils des réseaux sociaux sera-t-elle considérée aujourd'hui comme une position saine vis-à-vis des GAFAM alors qu'il y a encore quelques temps les mêmes observateurs considéraient la censure chinoise comme inacceptable ?

Les recommandations du comité judiciaire de la Chambre sur la loi antitrust concernant Amazon, Apple Facebook Google seront révélatrices de ce que l'avenir réserve. En guise d'introduction lors de l'audition, il a été fait référence à la situation monopolistique des transports ferroviaires au début du siècle dernier, puisque le citoyen américain n'avait pas qu'un choix unique. Aujourd'hui l'histoire se répète puisque les citoyens n'ont pas d'autres choix que de passer par un des GAFAM. Il y a 20 ans Bill Gates et Microsoft étaient devant cette commission, pour défendre leur comportement monopolistique et dominant au moment où Google lançait son service de recherche sur internet et navigateur. Cette semaine ils étaient absent.

## Une audition de plus de 5 heures

Lors d'une audition du comité judiciaire de la Chambre sur la loi antitrust avec les PDG d'Amazon, Apple, Facebook et Google, le PDG de Facebook, Mark Zuckerberg, a déclaré que les publications positionnant l'hydroxychloroquine en tant que remède contre le coronavirus seraient supprimées.

« Nous ne voulons pas devenir les arbitres de la vérité. Je pense que ce serait une mauvaise position pour nous et non ce que nous devrions faire », a déclaré Zuckerberg. « Mais sur des éléments spécifiques, si quelqu'un va sortir et dire qu'il est prouvé que l'hydroxychloroquine guérit le COVID, alors qu'en fait il n'a pas été prouvé qu'il guérit le COVID, et que cette déclaration pourrait conduire les gens à prendre un médicament qui dans certains cas, certaines données suggèrent que cela pourrait être nocif pour les gens, nous pensons que nous devrions supprimer cela. »

« Mark Zuckerberg: Si quelqu'un dit que l'hydroxychloroquine est un remède contre le COVID, nous le retirerons. »



Jim Sensenbrenner membre du congrès a défié Zuckerberg et a suggéré qu'il s'agissait d'un «sujet légitime de discussion» et que les patients et leurs médecins devraient décider si l'hydroxychloroquine est le bon médicament:

«Il y a encore un débat sur son efficacité sur le traitement ou la prévention du COVID-19 et je pense que c'est un sujet de discussion légitime et qu'il appartiendrait à un patient et à son médecin de déterminer si l'hydroxychloroquine était le bon médicament, vous savez, compte tenu des circonstances.

## Facebook et Zuckerberg supplantent donc la liberté de prescrire et l'opinion des médecins individuels

Zuckerberg a insisté sur le fait que Facebook rendrait la décision finale, quelle que soit l'opinion de certains médecins sur la question, et que la position de Facebook est la suivante:

«Déclarer qu'il existe un remède éprouvé pour le COVID alors qu'il n'y en a pas, en fait, pourrait encourager quelqu'un pour aller prendre quelque chose qui pourrait avoir un effet indésirable, alors nous le supprimons. »

Ce commentaire intervient deux jours après la censure par Facebook, YouTube et Twitter d'une vidéo virale et de messages de plusieurs médecins soutenant l'hydroxychloroquine comme option de traitement du coronavirus .

Le Dr Simone Gold, médecin et avocat certifié par le conseil d'administration qui était l'organisateur principal de la conférence de presse censurée, a déclaré qu '

«il y a toujours des points de vue opposés en médecine» et que les options de traitement pour le coronavirus devraient être débattues et discutées, non censurées et silencieuses.

La liberté d'expression : Un droit humain fondamental, pilier de toutes les libertés civiles, énoncé à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. De même que la liberté d'information et la liberté de la presse, la liberté d'expression pose la base de tous les autres droits. Les droits de l'homme s'appliquent aussi bien en ligne qu'hors ligne.

Le débat médical restant légitime, l'expression de cette censure ayant des conséquences importantes sur la santé ne saurait reposer sur une

| personne unique.